



SOCIÉTÉ

APRÈS LE DRAME D'ARRAS



# L'ÉCOLE DANS LA LIGNE DE MIRE

*Le meurtre du professeur Dominique Bernard rappelle que le système scolaire est une cible des djihadistes. Les enseignants expriment leur émotion sans renoncer à défendre la laïcité.*

---

Par Marc Belpois

---

24 Télérama 3850 25/10/23



Oh Français, peuple de lâcheté et de mécréants. J'étais dans vos écoles des années et des années [...]. Vous m'avez appris ce qu'est la démocratie et les droits de l'homme, et vous m'avez poussé vers l'enfer.» Ainsi s'exprimait <sup>1</sup> Mohammed Mogouchkov, 20 ans, ancien élève du collège-lycée

Gambetta d'Arras, quelques jours avant d'y perpétrer son attaque sanglante. On connaît la suite : un mort, trois blessés, une stupeur qui parcourt le corps enseignant et bien au-delà. Le meurtre du professeur de lettres Dominique Bernard rouvre une plaie béante d'où surgit le souvenir douloureux de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine, assassiné trois ans plus tôt. C'est la confirmation, si elle était nécessaire, que l'école française se trouve bien dans la ligne de mire du terrorisme islamiste.

Dans les regards des enseignants, on a pu lire de l'effarement. L'incompréhension d'être pris pour cible au motif qu'ils exercent leur métier, un sacerdoce pour nombre d'entre eux. « C'est terrible d'être haï précisément parce que l'on s'efforce d'émanciper les élèves, qu'on les aide à grandir, lâche Guislaine David, cosecrétaire générale du SNUipp-FSU, le premier syndicat du primaire. Il me semble pourtant que ce n'est pas la peur de mourir sous les coups d'un terroriste qui prédomine aujourd'hui. Mais plutôt la peine immense de laisser ce monde-là à nos enfants. Et la désagréable sensation d'impuissance quand il s'agit de mettre des mots sur ce drame. Comment leur expliquer l' inexplicable ? »

Certes, c'est une constance historique, les lieux d'éducation sont visés partout où les obscurantismes prennent racine. « Pour les fondamentalistes islamiques, tout doit passer par le filtre de la religion. La mixité des sexes et la diversité des opinions leur répugnent, tout comme l'apprentissage de valeurs humanistes et démocratiques », rappelle Xavier Crettiez, professeur de sciences politiques à Sciences po Saint-Germain-en-Laye. Mais leur folie furieuse ne s'arrête pas aux salles de classe d'Afghanistan et de quelque autre lointaine contrée. « Les djihadistes européens ont pleinement digéré les discours fondateurs, mais ils s'adaptent aux spécificités de leur pays, explique le chercheur Hugo Micheron, auteur de *La Colère et l'Oubli* (éd. Gallimard). La mouvance djihadiste danoise s'est ainsi structurée dans l'objectif d'intimider les journalistes depuis qu'en septembre 2005 le journal Jyllands-Posten a publié des caricatures de Mahomet. » En France, si l'on s'en tient au décompte macabre des attentats islamistes de cette dernière décennie, « les écoles ont moins fait l'objet d'attaques que, par exemple, les commissariats ou les lieux de culte », pointe Xavier Crettiez. Elles sont pourtant des cibles clairement désignées, notamment par le magazine francophone en ligne *Dar al-Islam* (2014-2016), « rédigé par des salafistes français experts en propagande », rappelle Hugo Micheron. Et qui, au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, dans un numéro consacré à « l'éducation à la française », « théorisait l'idée que l'école de la République, lieu de la "mécréance" et de la "perversion", constituait l'antichambre de la déchéance ».

Quel est le niveau de la menace qui pèse sur l'école ? « À l'heure actuelle, absolument rien ne permet d'affirmer que l'on serait entré dans un cycle massif de violence, il faut raison garder, assure Xavier Crettiez. Cela étant, nous ne sommes bien entendu pas à l'abri de répliques perpétrées par des individus à la marge du mouvement djihadiste qui veulent reproduire l'effroi. » Car c'est l'effet pervers de l'émotion et de la médiatisation immenses suscitées par ces assassinats d'enseignants :

« C'est terrible d'être haï précisément parce que l'on s'efforce d'émanciper les élèves. »

Guislaine David, du SNUipp-FSU

pour les terroristes, elles confirment que l'école est une cible de choix. « Dans leur logique, renchérit Hugo Micheron, un attentat n'a atteint son objectif qu'à partir du moment où les plateaux de télévision le dissèquent sous tous les angles. »

Quant au corps enseignant : une petite musique susurre qu'il serait gagné, sinon par la terre <sup>2</sup>, du moins par un désarroi inquiet face à une multiplication de situations conflictuelles avec certains élèves (et parfois leurs parents). Témoignage anonyme d'un professeur publié l'an dernier, *Ces petits renoncements qui tuent* (recueilli par Carine Azzopardi, éd. Plon) décrit « la présence d'une idéologie mortifère qui gagne insidieusement du terrain dans les salles de classe ». L'ancien inspecteur général de l'Éducation nationale Jean-Pierre Obin enfonce le clou cet automne en décrivant une profession « qui baisse la tête » et s'autocensure – un enseignant sur deux, à l'en croire (*Les profs ont peur*, éd. de L'Observatoire). Autant d'ouvrages qui laissent la sociologue Françoise Lantheaume perplexe. Coautrice d'une vaste enquête <sup>3</sup> menée entre 2015 et 2020, et publiée en septembre, la professeure des universités en sciences de l'éducation dépeint des enseignants « pas du tout désespérés et qui, au contraire, déploient des stratégies variées pour répondre aux questions comme aux provocations de certains de leurs élèves ». Et qui globalement n'ont « pas du tout renoncé à défendre le principe de laïcité ».

L'institution scolaire, elle, tient un discours de fermeté. Après avoir annoncé une « tolérance zéro pour la moindre contestation » lors de la minute de silence en hommage à Dominique Bernard et Samuel Paty, lundi 16 octobre, Gabriel Attal listait toutes sortes de sanctions (avertissement, saisine du procureur, expulsion de l'établissement, placement des élèves radicalisés dans des structures spécialisées...) à l'encontre des auteurs des incidents recensés (trois cent cinquante-sept au moment où l'on écrit). « La sécurité des établissements est notre priorité absolue », martèle le ministre de l'Éducation, qui a ouvert un chantier pour mieux protéger les établissements. Mais gare à ne pas transformer les écoles en bunkers, prévient l'historienne et enseignante Laurence De Cock. « Laisser s'installer cette petite musique du danger, écrit-elle dans une tribune <sup>3</sup>, c'est donner raison aux criminels qui nous détestent pour ce que nous sommes : des passeurs de savoirs, de valeurs, d'humanité [...]. L'école doit rester un lieu de célébration de la vie et de la joie d'apprendre. Protégeons-la de la part de nous-mêmes qui nous pousserait à la craindre. » ●

<sup>2</sup> Laïcité, discriminations, racisme. Les professionnels de l'éducation à l'épreuve, dirigé par Françoise Lantheaume et Sébastien Urbanski, éd. Presses universitaires de Lyon.

<sup>3</sup> Publiée sur le site Le Café pédagogique.

Un rassemblement en hommage à Dominique Bernard, le 15 octobre à Arras.